

La lettre du



Réseau d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement
des Parents de l'Isère

C'est sous le signe de l'innovation et de l'interactivité que s'est tenue le jeudi 13 octobre 2011 à Voiron la 4^e rencontre départementale du Réaap38 intitulée : « Grandir et faire grandir, éduquer ensemble ».

Après l'intervention du sociologue Bernard Bier, portant sur les enjeux de l'éducation et leur évolution dans le temps, les échanges avec le public ont confirmé l'intérêt, mais aussi la complexité, à travailler ensemble : parents, professionnels, institutions..., pour réussir la cohérence éducative.

Déambuler ensuite dans l'Espace Parentalité a permis à chacun de découvrir de nouvelles pratiques et divers outils pédagogiques. Certains participants ont osé expérimenter « le speed-dating », méthode permettant de faire connaissance de façon rapide, en échangeant sur le thème des écrans.

Après le repas, le public s'est prêté avec enthousiasme et conviction au jeu du théâtre-forum proposé par la Compagnie petits pas pour l'Homme (3PH).

Enfin, Bernard Bier a repris le micro pour une synthèse enrichissant son propos initial et amenant d'autres pistes de réflexion, preuve s'il en était besoin que le tour de la question était loin d'être fait !

Ce numéro spécial de la Lettre du Réaap38 retrace les différents temps de cette journée. Nous vous en souhaitons une bonne lecture.

Eliane Barlet
Animatrice du Réaap38
reaap38@udaf38.fr
tél. 04 76 85 13 26
www.reaap38.fr



Numéro spécial
Janvier 2012

Rencontre départementale parents, professionnels, élus

13 octobre 2011

à Tremplin Sport Formation
Voiron

À NOUS D'ÉVOUER AVEC LUI...



Sommaire

- p 2-9** ♦ Réussir ensemble la cohérence éducative : les enjeux de l'éducation aujourd'hui
- p 10-17** ♦ Echanges avec le public
- p 18-21** ♦ Espace Parentalité & Speed dating
- p 22-27** ♦ Extraits de l'enquête : "Etre parent au quotidien" & Théâtre -forum
- p 28-33** ♦ Synthèse de la journée
- p 34-35** ♦ Bibliographie





Intervention de Bernard Bier

Sociologue

bgbier@club-internet.fr

Réussir ensemble la cohérence éducative

Les enjeux de l'éducation aujourd'hui

Il n'y a pas de modèle éducatif idéal, mais des formes adaptées aux enjeux de chaque époque. Pendant longtemps l'école et la famille se répartirent la responsabilité des enfants, à l'une l'instruction, à l'autre l'éducation, dans l'indifférence voire la méfiance réciproque.

Ce modèle adapté à son temps ne peut plus fonctionner aujourd'hui.

Quels sont alors les nouveaux enjeux de l'éducation à l'aube du 21e siècle ? Quelles nouvelles pratiques éducatives appellent-ils ? « L'éducation partagée » (avec la coopération entre parents, enseignants, animateurs... et la reconnaissance d'une place pour le jeune) apparaît comme la réponse à ces questions.



L'éducation est un invariant anthropologique. Il n'est pas une société dans l'histoire de l'humanité qui n'ait assuré cette double fonction : transmettre au « petit d'homme » (H. Arendt) le monde déjà-là et lui permettre de grandir comme adulte en devenir.

L'histoire nous montre néanmoins que les formes éducatives varient d'une société à l'autre. Comme le soulignait E. Durkheim (*L'évolution pédagogique en France*, 1999, col. Quadrige PUF), il n'y a pas de modèle éducatif en soi ; chaque société trouve la forme éducative qui correspond à son état de développement, à ses besoins et aux idéaux qui sont les siens.

Mais si l'éducation est une réalité évolutive, elle est aussi dans les sociétés de la modernité un sujet polémique (au sens étymologique : qui fait débat). Il suffirait de rappeler les écrits de Montaigne et de Rabelais, ceux de Rousseau, ou encore les conflits autour de l'école de Ferry, ou les critiques de la loi d'orientation de 1989...

Ces débats, qui aujourd'hui s'amplifient, portent sur :

- les visées de l'éducation ;
- les acteurs et le degré de légitimité qu'on leur prête ;
- son organisation (politico-administrative autant que pédagogique).

Le document d'invitation à la Rencontre départementale du Réaap qui nous réunit aujourd'hui pourrait déjà nous questionner : l'affirmation « Grandir et faire grandir. Eduquer ensemble », semble de bon sens aujourd'hui, ce ne l'était pas il y a quelques décennies. Et elle reste assez vague : il est peu probable que tous y mettent le même sens.

Le dessin qui l'encadre laisse songeur : d'un côté des adultes (trois hommes et deux femmes) au statut social indifférencié (ou peu net) et dont l'un est plus âgé ; de l'autre, un garçon (!), que l'on voit évoluer de la petite enfance à...Tanguy (?). Ce face-à-face entre un enfant et des adultes traduit-il (ou trahit-il ?) la réalité du contexte de l'éducation aujourd'hui ?



Enfin, les propos tenus par un des protagonistes de ce dessin : « à nous d'évoluer avec lui », posent la question du lien entre les adultes et les enfants et les jeunes. C'est une posture qui pour le moins interroge et est loin de faire l'unanimité.

Nous nous proposons de manière nécessairement succincte de donner quelques éclairages sur les mutations en cours, et conséquemment d'en dégager de nouveaux enjeux éducatifs, avant d'esquisser quelques pistes de travail.

L'éclairage de l'histoire

La naissance d'un modèle éducatif

Dans les sociétés traditionnelles, c'est le territoire (plus que les parents) qui éduque (« il faut tout un village pour éduquer un enfant »). L'ensemble des adultes y a la responsabilité des enfants. On y fait des apprentissages par mimétisme et imprégnation, au travers de rituels, sans professionnels de l'éducation.

Un paramètre essentiel est le rapport au temps : « l'âge d'or » y est dans un passé, qu'il importe de répéter, d'empêcher de se dégrader. Eduquer consiste à inscrire l'enfant dans un monde déjà-là, dans une logique de reproduction, ainsi qu'à répondre aux besoins de survie (tant matérielle que symbolique) du groupe.

Avec l'entrée progressive dans la modernité, la donne change. La division sociale du travail accrue voit naître des professionnels de l'éducation. Le rapport au temps change : le monde se pense comme tourné vers l'avenir, le progrès. Eduquer consiste alors à préparer le jeune à ce monde qui sera autre, et à en

faire un vecteur d'un progrès à venir. D'où le lien entre utopies politiques et éducatives. D'où aussi l'émergence de conceptions éducatives diversifiées (selon les époques, les classes sociales, les différents porteurs de la légitimité éducative).

L'école de la République, socle de notre modèle éducatif, née de l'utopie des lumières, s'est construite tout au long du 19e siècle contre les parents et le territoire associés à une approche communautaire et obscurantiste. L'école devait transformer l'enfant en élève pour préparer le citoyen, qui transcendait l'individu. La « forme scolaire » participait de cette mission avec une école « sanctuaire », des savoirs disciplinaires coupés de l'expérience pratique, un découpage temporel spécifique...

Cette méfiance à l'égard des parents et du territoire et la naissance d'une forme scolaire n'étaient d'ailleurs que l'héritage des écoles chrétiennes (collèges jésuites et oratoriens, petites écoles chrétiennes...). L'objectif y était, contre le monde profane, de préparer le chrétien.

On retrouve cette méfiance à l'égard des parents ou des familles dans les courants hygiénistes philanthropiques du 19e siècle, qui donneront naissance au travail social et à la Protection de l'enfance. Il s'agit de travailler pour les familles, parfois contre elles (mais pour leur bien !), jamais avec elles !

Deux modèles donc qui, s'ils visaient la construction des individus, les pensaient comme intégrés à des communautés (celle des chrétiens ou celle des citoyens) qui les dépassaient, l'éducation participant à la création d'un collectif.

Dans ce contexte, il n'est pas question d'« éducation partagée », (ce terme est préférable à celui de « co-éducation », qui renvoie à l'origine à l'éducation conjointe des garçons et des filles).



Dans l'esprit des pères fondateurs de cette école républicaine, l'instruction revient à l'école, l'éducation aux parents - bi-partition qui évoluera au 19^e siècle dans un contexte de conflit entre l'école publique et l'école religieuse.

Un contexte et ses enjeux

Dégageons maintenant quelques traits du contexte éducatif des sociétés d'hier (de manière schématique, on pourrait y inclure jusqu'à la société rurale des années 1950 en France) :

- l'enfant vit entouré d'adultes (ses parents et les autres), qui peuvent avoir une autorité sur lui, dont il identifie clairement les rôles (y compris professionnels), dans une proximité permanente (la ferme et les champs, le commerce, l'atelier d'artisan). Cela est moins vrai pour ceux qui connaissent l'exode vers les villes à la fin du 19^e siècle ou qui y vivent.
- il y a une homologie entre les formes d'autorité exercées dans les différents lieux (école, famille, église, atelier), par delà les différences de croyances ou d'idéologie : il s'agit d'un modèle vertical descendant, corollaire d'une socialisation par intégration et transmission. Quelques rituels institués (la première communion, le certificat d'études, le service militaire) participent à ces dynamiques d'intégration mises en place par les adultes.
- le passage par l'école est plus ou moins rapide, selon la nécessité, les classes sociales ou le genre, mais l'entrée se fait sans problème dans le monde adulte, avec des rôles et des statuts prescrits. Il y a certes plusieurs voies différenciées de formation, mais elles sont perçues comme répondant à des inégalités de compétences, de dons -

le système des bourses témoignant du bien-fondé, conforme à l'idéal républicain d'égalité, de ce système méritocratique. On ne parle pas encore d'échec scolaire.

- dans ce contexte, l'approche binaire famille/école se justifie : on quitte provisoirement la famille pour aller à l'école, avant d'entrer dans le monde du travail. Cette bipolarisation, à laquelle on pourrait ajouter le temps du catéchisme pour certains, se transformera tout au long du 20^e siècle dans un contexte de croissance des populations urbaines, de concurrence idéologique entre l'église et la république laïque, de transformation du monde du travail, de mutation culturelle (le droit à la culture, aux loisirs...), avec l'apparition d'autres espaces/temps éducatifs : patronages, centres de loisirs, colonies de vacances, centres aérés.... Mais on ne parle pas de coopération entre acteurs de l'éducation.

Un nouveau contexte, de nouveaux enjeux pour l'éducation

On évoquera, dans cette partie, différents phénomènes qui obligent à ré-interroger les formes de l'action éducative, et nous conduisent à penser en terme « d'éducation partagée » :

- Les phénomènes de dés-institutionnalisation touchent la famille, l'école... (fin du modèle unique, crise de légitimité), avec une disparition progressive des rituels institués par les adultes.
- Les espaces/temps éducatifs se multiplient, et conséquemment les professionnels de l'intervention éducative (animateurs, éducateurs...). A quoi il faut ajouter le rôle croissant des médias,



d'Internet et de la publicité, qui sont aussi *nolens volens* des « acteurs éducatifs - mais de quelle éducation ?

- Le cadre de socialisation s'est donc transformé : observateurs et chercheurs constatent que le modèle de l'éducation par intégration a perdu de son efficacité et que l'éducation se fait de plus en plus au travers des interactions, des expérimentations, dans des sociabilités entre pairs (la sociologue D. Pasquier a pu parler de « la tyrannie des pairs », in *Cultures lycéennes. La tyrannie de la majorité*, 2005, Autrement).
- Le cadre normatif dans lequel se construisent l'enfant et le jeune est éclaté, donc moins contraignant, et de faible lisibilité, ce qui rend la construction de soi plus difficile et ne facilite pas la tâche des différents éducateurs. En ce sens, contrairement à l'idée reçue, les jeunes ne manquent pas de repères, mais au contraire en ont trop, des repères concurrentiels, parfois antagonistes - ce qui désoriente et fragilise les jeunes les plus faibles.
- Nous assistons aujourd'hui à une transformation du rapport au temps. Aux modèles d'antan tournés vers le passé d'abord, puis vers le futur, s'est substitué peu à peu celui du « présentisme » (F. Hartog), dans un contexte « d'avenir incertain ». Ceci est renforcé par les évolutions techniques, qui permettent la communication immédiate. Cela devient une norme pour les enfants et les jeunes.

Ce monde, ce ne sont pas nos enfants qui l'ont inventé, c'est nous qui le leur avons légué ! Des objets faiblement répandus il y a une dizaine d'années, dont on peut penser qu'ils sont le plus souvent d'une nécessité toute relative, sont perçus par le plus grand

nombre comme indispensables grâce à la toute puissance du marché, et à notre consentement collectif, avouons-le ! Le portable devient cet objet omniprésent, qui maintient le lien permanent, évacue le silence et la solitude, cultive l'insignifiance, objet transitionnel, « doudou » pour toutes les tranches d'âge, phénomène dans lequel certains verraient une régression (ou une infantilisation) généralisée.

Nous sommes dans le monde de l'instantanéité, de la satisfaction immédiate, de la pulsion, de l'incapacité à l'attente (Stiegler B., *Prendre soin, de la jeunesse et des générations*, 2008, Flammarion). Or l'éducation pré-suppose la durée, le désir, la satisfaction différée, voire la frustration.

- le rapport aux savoirs a aussi changé : multiplication des savoirs, accélération et obsolescence rapide, et nouveaux supports d'accès, qui obligent à repenser les formes traditionnelles de transmission.

Citons à ce propos Michel Serres, dans un entretien donné à *Libération*, (www.liberation.fr/culture/01012357658-petite-poucette-la-generation-mutante), sous le titre « Petite Poucette », le 3 septembre 2011 : « A la génération précédente, un professeur de sciences à la Sorbonne transmettait presque 70% de ce qu'il avait appris sur les mêmes bancs 20 ou 30 ans plus tôt. Elèves et professeurs vivaient dans le même monde. Aujourd'hui 80% de ce qu'a appris ce professeur est obsolète. Et même pour les 20% qui restent, le professeur n'est plus indispensable, car on peut tout savoir sans sortir de chez soi ».

(voir aussi, du même auteur, et sous le même titre, le discours prononcé le 1^{er} mars 2011 à l'Institut de France : www.institut-de-france.fr/education/serres.html).



Nonobstant le fait que Serres occulte tout ce qui relève des inégalités socioculturelles face aux savoirs et aux apprentissages, ce texte nous semble néanmoins pointer de manière synthétique les mutations dans le champ du savoir.

- un allongement de la scolarité, un contact plus précoce avec l'information, des expériences plus précoces et plus nombreuses du monde, de nouvelles pratiques et sociabilités juvéniles...
- une représentation dominante et paradoxale de la jeunesse : d'une part un jeuisme ambiant et dans le même temps, une méfiance à l'égard des jeunes (le jeune « danger ») - les deux étant des obstacles à une construction de soi dans de bonnes conditions, et des territoires de plus en plus fermés (clôture des champs, « résidentiarisation » du territoire urbain).

Travailler ensemble : oui, mais avec qui ? et comment ?

Cette dernière partie sera plus tournée vers l'opérationnel - dimension qui ne peut et ne doit pas occulter la dimension polémique et politique du sujet.

Qui sont aujourd'hui les acteurs éducatifs ?

Si nous partons de ce qui est le vécu des jeunes, force est de constater que le temps passé par un enfant à l'école primaire (« l'éducation formelle ») n'est que de 140 jours environ par an. A moins de démissionner de notre responsabilité d'adulte, nécessité est donc de prendre aussi en compte :

- le temps passé dans la famille, souvent très raccourci compte tenu d'un certain nombre de phénomènes : éloignement des lieux d'exercice professionnel, horaires décalés, mais aussi pratiques culturelles de plus en plus répandues (télévision dans la chambre de l'enfant, repas pris séparément...);
- le temps de « l'éducation non formelle », c'est-à-dire où il y a une éducation intentionnelle mais non certifiante : centre de loisirs, club sportif, école de musique... ;
- les espaces/temps de l'éducation informelle, ceux de la ville, où les enfants et plus encore les adolescents vivent des sociabilités et expériences entre pairs ;
- sans oublier le monde des médias, de la publicité...

Deux questions méritent d'être posées, qui font nécessairement débat :

1) Y a-t-il égalité de légitimité des différents acteurs à ce sujet ?

Nous donnerons à titre d'exemple ce point de vue tiré d'un ouvrage collectif, où d'autres approches se faisaient entendre (Bier B. coord., *Vers l'éducation partagée. Des contrats éducatifs locaux aux projets éducatifs locaux*, 2006, Cahiers de l'action, Injep)

« Union nationale des associations familiales (UNAF) - Département « Enfance Adolescence Education ».

Les témoignages présentés s'accordent sur la plus grande lisibilité des offres éducatives, sportives et socioculturelles. L'économie de moyens semble permettre un redéploiement



vers de nouvelles activités ou la formation des animateurs.

L'Union nationale des associations familiales (UNAF) ne peut que se réjouir d'entendre qu'une « politique de projets » remplace une « politique de guichet ».

Toutefois, si les partenaires locaux - qu'ils soient institutionnels, associatifs, politiques, bénévoles - semblent s'impliquer positivement dans le Projet éducatif local (PEL) et le Contrat éducatif local (CEL), la frilosité de l'Education nationale, constatée dans la majorité des cas, nous paraît regrettable.

Par ailleurs, le concept d'éducation partagée est toutefois cerné avec des différences notables.

Si, pour la plupart, les parents restent les premiers responsables de l'éducation de leurs enfants, et certains regrettent même que leur implication ne soit pas plus importante, pour quelques autres, « l'Education partagée » se distribue entre les techniciens, les professionnels et les politiques, même si l'information des familles est pointée comme un élément à développer. Nous ne saurions cautionner cette façon de voir.

Pour l'UNAF, les parents sont les premiers responsables de leurs enfants. La loi les conforte dans ce rôle, en particulier pour tout ce qui relève de l'éducation qui ne se limite pas au temps scolaire mais comporte aussi les temps libres et de loisirs.

Ils délèguent à certains moments aux professionnels de l'éducation, du sport et des loisirs, une part de leurs responsabilités tout en gardant la responsabilité première. Ce qui implique qu'ils soient toujours associés effectivement au projet porté par des tiers pour leurs enfants. »

2) Quelle place donner ou laisser aux enfants et aux jeunes ?

Le consensus semble acquis autour de la nécessité de rendre le jeune acteur. Mais que met-on derrière ce terme ? Jusqu'où va-t-on dans cette démarche ?

Rappelons par exemple et pour mémoire que la convention des droits de l'enfant a suscité de nombreuses polémiques. Il importe d'ailleurs à ce sujet pour éviter les confusions fréquentes de distinguer, en termes éducatifs comme politiques, le « droit de » et « le droit à » : le jeune acteur, sujet de droit, capable d'avoir une action sur le monde qui l'entoure, et d'apprendre en faisant, et reconnu comme tel, n'est pas le jeune consommateur « ayant tous les droits ».

Quels sont les objectifs de l'intervention éducative ?

On peut penser à la lumière des évolutions sus-décrites que l'éducation aujourd'hui doit répondre à trois enjeux :

- la transmission, mais de quoi ? par qui ? et comment ?
- la construction de soi, et celle de compétences
- la préparation à un monde en évolution permanente et rapide, et la gestion de l'incertitude.

Mais les débats tournent aussi autour des finalités de l'éducation (cela concerne particulièrement l'école). Doit-on viser l'épanouissement de l'enfant ? ou l'acquisition d'une culture générale et de l'esprit critique ? ou l'insertion sociale et professionnelle ?

Ces objectifs ne se recouvrent pas, ils peuvent parfois s'opposer, ou au contraire, plus ou moins s'articuler.



Cela nécessite enfin la prise en compte des différents âges et de leur spécificité : l'intervention en direction de l'enfant diffère nécessairement de celle destinée à l'adolescent : l'accès à l'autonomie passe aussi par la séparation d'avec l'adulte - ce qui n'est pas la rupture du lien, mais une autre manière de le vivre !

De plus les parcours de moins en moins linéaires et de plus en plus hétérogènes des jeunes appellent à penser une autre forme de cohérence, celle du *continuum* éducatif, dans une logique « d'éducation et formation tout au long de la vie ».

Comment travailler ensemble ?

Les partenariats, la cohérence éducative sont régulièrement invoqués pour répondre à la multiplication des acteurs, à leur hétérogénéité, aux nouveaux cadres et modes de socialisation... Mais s'agit-il de partenariat au service d'un des acteurs : la famille, l'école ? ou de partenariat à égalité de légitimité ?

Ajoutons que la cohérence éducative nécessaire (pour l'action publique, mais plus encore pour les enfants et les jeunes !) n'est pas uniformisation ; outre que celle-ci semble irréalisable, elle n'est pas souhaitable et peut être contre-productive.

Il s'agit aujourd'hui de faciliter le passage de l'enfant à travers les différents espaces éducatifs, de les rendre lisibles, de répondre à l'enjeu majeur de la mobilité physique et cognitive, d'aider l'enfant à se repérer, à s'adapter aux différents environnements, postures, etc.

Mais pour se faire, il faut se rencontrer, se connaître, se reconnaître, identifier les spécificités de chaque acteur et leurs complémentarités, dans le respect de ce que fait chacun. Cela concerne bien sûr aussi les parents.

La difficulté est alors de sortir du face-à-face parents/institutions ou parents/professionnels qui pose les parents comme usagers ou simples bénéficiaires d'une action publique, mais de les penser comme co-auteurs, co-constructeurs.

Le service public d'éducation ne saurait être un marché, répondant aux attentes particulières de tel ou tel ! Ce ne peut se faire que dans le cadre d'un projet partagé de territoire (l'espace de vie, de proximité, d'interconnaissance).

Travailler ensemble autour d'un projet n'implique pas que nous soyons d'accord sur tout, mais que nous nous accordions, d'une part sur des axes communs, et d'autre part sur la définition des termes. Que mettons-nous derrière les termes récurrents « d'intérêt de l'enfant », « d'épanouissement de l'enfant », de « citoyenneté »... ?

Trop de « projets » achoppent sur le fait d'avoir occulté ces deux exigences et de reposer sur du flou. Il est donc nécessaire de ne pas se contenter d'un apparent consensus, mais d'explicitier nos divergences et de les mettre au travail : la qualité de nos partenariats, de notre projet... et de la démocratie auront tout à y gagner. Revendiquons donc à ce propos le « consensus conflictuel », selon la forte expression de Paul Ricoeur.

Il importe aussi de dépasser les partenariats entre acteurs, souvent peu producteurs, centrés sur ces acteurs eux-mêmes (ou ces institutions) et leurs territoires, pour construire un projet partagé autour des enfants et des jeunes dans leur bassin de vie ou de formation. Il s'agit d'engager un processus collectif autour d'un projet global de territoire et du bien commun éducatif, où chacun pourra jouer son rôle dans sa spécificité, non en concurrence, mais en complémentarité. Autrement dit, il ne s'agit plus de se regarder les uns les autres, mais de regarder ensemble dans la même direction !



Conclusion

La réalité de l'expérience des enfants et des jeunes et de ce qu'il en est des espaces/temps d'apprentissage nous oblige à sortir du « scolaro-centrisme » jusqu'alors dominant, non pour nier l'importance de l'école (qui reste essentielle dans les parcours de chacun comme dans la construction d'une culture commune), mais pour lui donner toute sa place sans lui faire porter la totale responsabilité (et les difficultés) de l'éducation. La conséquence en est la nécessité de sortir de l'emploi des termes de scolaire, périscolaire, parascolaire qui maintiennent une configuration obsolète pour lui substituer la terminologie (en usage aujourd'hui dans l'espace européen) d'éducation « formelle », « non formelle », « informelle ».

Ce n'est pas une simple question de mots ; ceux-ci ont une valeur performative et construisent nos représentations, qui impactent nos actions.

De même, ce qui précède nous conduit à élargir le champ des acteurs éducatifs, et de constater, à l'instar des collectivités qui se revendiquent de plus en plus nombreuses comme « villes éducatrices », que nous n'apprenons pas seulement *dans* la ville, mais aussi *de* la ville. Deviennent alors acteurs éducatifs les élus, les aménageurs, les urbanistes, les architectes, et la ville elle-même : car comme nous l'ont enseigné les psychologues du développement aussi bien que les sociologues interactionnistes, chacun dès la prime enfance et tout au long de sa vie, se construit dans les interactions avec son environnement. Et la nature (la qualité, sa diversité) de ce dernier joue sur notre développement relationnel et cognitif.

Réfléchir sur l'éducation ne doit jamais nous conduire à la réduire à des techniques, mais bien à la resituer dans sa dimension anthropologique et politique: quelle éducation pour quel homme/quelle femme ? et pour quelle société ?

Si pendant longtemps, les approches éducatives en particulier à l'école ont refusé de penser les singularités, la prise en compte de celles-ci, des parcours individuels est incontestablement un progrès - à condition que cela ne reste pas un fait de discours et se traduise dans les actes ! Et à condition, dans le même temps, de ne pas occulter la création du collectif (le citoyen), à penser les solidarités, c'est-à-dire le lien social et politique.

Ceci amène à faire des choix au nom de valeurs explicites, dans un contexte d'accroissement des inégalités éducatives, entre logiques concurrentielles ou logiques coopératives, entre « égalité des chances » ou « égalité des droits »... Il y a va de la conception même de la Cité.

Tout ceci nous oblige à ré-interroger ensemble nos rôles respectifs, parents, acteurs éducatifs professionnels et bénévoles, et pour les professionnels à réinventer d'autres postures et pratiques professionnelles en direction des enfants, des familles.

Ce mouvement d'intelligence collective nous conduit à apprendre ensemble et construire du lien, de la société, de la cité. Il nous place au cœur de ce que peut être l'utopie éducative du 21e siècle, celle du « territoire apprenant ».





Quand vous avez parlé de l'éducation formelle, non formelle, informelle, je n'ai pas compris où se situait la famille là dedans ? »

Echanges



Bernard Bier :

Education formelle, non formelle, informelle sont des catégories d'action publique (utilisées par les institutions européennes et l'Unesco) qui définissent des champs d'intervention, et ne concernent donc pas a priori cet éducateur « naturel » qu'est la famille.

Ces catégories de faible pertinence scientifique sont par contre fortement heuristiques et opérationnelles : elles permettent de sortir de la centration sur l'école (dont témoigne la terminologie persistante de scolaire, périscolaire, extrascolaire) et attirent notre attention sur les axes incontournables de toute approche éducative aujourd'hui (et particulièrement sur l'informel, souvent occulté par les politiques publiques).

Néanmoins, par analogie approximative, on pourrait dire que les parents se situent dans le non formel (au travers de ce qu'ils proposent, de ce qu'ils disent) et dans l'informel, en ce qu'ils offrent un cadre dans lequel l'enfant et le jeune vont se construire (seuls ou avec leur fratrie, leurs copains, voire avec certains adultes).

Reconnaître la place des parents comme acteurs des politiques publiques d'éducation constitue indéniablement un progrès par rapport à une époque où la famille était destinataire de ces politiques éducatives ou sanitaires et sociales (qui se construisaient aussi parfois contre eux comme je l'ai évoqué dans mon exposé liminaire).

Ceci est un progrès à condition d'éviter deux écueils :

- le premier serait de viser avant tout à « satisfaire » les parents, les transformant en consommateurs ou clients - au rebours donc de ce qu'est une politique d'intérêt général, qui ne peut se définir que dans une construction partagée.
- le second serait de faire de cette participation un nouveau critère permettant de définir s'ils sont de « bons parents », et d'invalider ceux qui ne rentrent pas dans les cadres pré-définis. Associer professionnels ou bénévoles de la famille et parents peut aussi conduire à exiger de ces derniers des compétences « techniques », demande qui peut se révéler invalidante et contre-productive.

Il me semble que ces écueils ne sont pas toujours évités dans nombre d'injonctions adressées aux familles aujourd'hui (cf. le discours sur « la responsabilisation des familles »). Certaines approches de la parentalité ou du « métier de parents » doivent être interrogées dans leurs présupposés ou leurs effets.

Il faudrait aussi revenir sur le terme de partenariat, terme très à la mode mais porteur de beaucoup d'ambiguïtés.

Quand l'Education nationale a mis en place des politiques partenariales au moment du lancement des ZEP (Zones d'éducation prioritaires), c'était quand elle en avait besoin et sous les formes qu'elle souhaitait...



avec le public

Quel partenariat vise-t-on ? Un partenariat assujéti (au service d'un des acteurs) ou un partenariat à égalité de partenaires ? Cela nous renvoie aux rapports entre l'école et la famille. Quand l'école rencontre les familles, comment les rencontre-t-elle ? Est-ce qu'elle les « invite » ou est-ce qu'elle les « convoque » ? Est-ce sur le terrain de l'école, sur celui de la famille, ou dans un espace tiers ?

Enfin, revendiquer la place des parents ne doit pas nous faire oublier celle donnée ou laissée à l'enfant et au jeune. C'est un des aspects du débat ; « il faut évoluer avec nos enfants », lit-on dans la bouche d'un des personnages du dessin qui orne l'invitation à cette journée. Mais qu'est-ce que cela veut dire ? Doit-on « coller » aux attentes (ou aux besoins, ce qui n'est pas exactement la même chose) du jeune ? Dans la problématique éducative, ne doit-on pas aussi tenir compte des exigences d'une société déjà-là et qui a besoin de se reproduire tout en évoluant ?

Dans le même temps, en constatant que les enfants et les jeunes apprennent aussi par l'expérience, entre pairs, avec l'ordinateur, dans des formes donc d'autodidaxie, qu'ils ont aussi une « expertise d'usage », ne doit-on pas aussi entendre, permettre et reconnaître cette parole, ces expériences et ces compétences ?

L'enfant ne saurait être qu'un consommateur d'école ou de centre de loisirs, ce que la pédagogie Freinet et la pédagogie institutionnelle avaient pensé en leur temps, et dont on regrette qu'elles ne soient pas intégrées à la formation des enseignants, éducateurs, animateurs...



Echanges avec le public (suite) ...



Je suis coordinateur d'un Dispositif de Réussite Educative et d'un Projet Educatif Local.

Aujourd'hui, on essaie de travailler avec les familles. C'est une question très difficile. Il est vrai qu'il y a cette mixité de coopération. La difficulté touche le rapport professionnel/famille. Le fait de se déterminer comme professionnel donne une légitimité, un aspect de compétence qui est réel ou non, qui existe et qui fausse la relation famille/professionnel, mais qu'il faut prendre en compte.

Comment travaille-t-on avec la

famille en se situant en tant que professionnel ?

La parentalité a différentes formes. Elle se traduit sous différents aspects : il y a la légitimité de droit, la légitimité affective, la légitimité dans la pratique. Comment travaille-t-on avec les familles sur ces différentes questions ? sur quoi ?

Cela pose la question de l'intrusion dans la sphère privée. Comment travaille-t-on avec les familles, sur quels modes ? Cela pose aussi la question du temps, parce que cela demande énormément de temps et aujourd'hui, on n'a pas de temps.



Bernard Bier :

C'est vous les spécialistes de ces questions, beaucoup plus que moi.



- (1) Rased : Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté
- (2) PEL : Plan éducatif local
- (3) CEL : Contrat éducatif local
- (4) DRE : Dispositif de réussite éducative





Je parle de la place de l'Education nationale, en tant que rééducatrice en Rased (1).

Je rebondis sur la question du temps. Maintenant, il est indispensable de travailler ensemble. Ce que vous avez exposé ce matin, nous essayons de le mettre en place concrètement sur le terrain. Travailler ensemble autrement, cela mobilise énormément les gens. C'est très intéressant et c'est nécessaire, mais avec quels moyens : quel temps, quel cadre ? Comment faire pour que ce soit sur l'initiative de personnes qui prennent sur leur temps, que cela s'inscrive ensuite dans une démarche, dans une façon de travail-

ler, une façon qui soit reconnue et qui permette que, lorsque des personnes ne sont plus là, les choses se mettent quand même en place.

Je crois que les PEL(2) et les CEL (3) arrivent à terme en 2012. Il va falloir que ça bascule sur autre chose. Qu'est ce qui est pensé ? Je sais que des grandes villes se sont rassemblées pour y réfléchir : il y a par exemple l'appel de Bobigny.

Par ailleurs, vous avez parlé d'être dans une logique de parcours, dans l'individualisation des parcours, des compétences, et en même temps d'apprendre à construire le collectif.



Bernard Bier :

Cette question rejoint en partie la précédente quant à la construction d'un cadre qui permet la mise en œuvre effective des partenariats et l'implication d'un nombre significatif de professionnels. D'une certaine manière la dynamique partenariale du projet dépend aussi de l'investissement des professionnels, de leur militantisme. C'est une richesse, c'est aussi une limite et un problème : une institution ne peut reposer pour son bon fonctionnement sur le militantisme de ses membres, sur ce qui reste aléatoire - d'autant que les professionnels ont des charges de travail de plus en plus lourdes, sont soumis à des contraintes croissantes, et sont victimes parfois - et de plus en plus, maintes études en témoignent - du *burn out* qui est aussi celui des familles ou des jeunes fragilisés.

En ce qui concerne les PEL(2) et les CEL(3), rappelons qu'il s'agit d'une initiative lancée par l'Etat au début des années 2000, et dont

certaines collectivités se sont saisies, d'autres non. Or, ce qui frappe l'observateur que je suis, c'est que se développent de plus en plus à l'initiative des collectivités des projets de politique éducative, hors contractualisation ou en dépit des baisses de financement. On retrouve cela au niveau des Conseils généraux et des Conseils régionaux qui instituent à leur tour, de plus en plus nombreux, des politiques éducatives. De même des régions, comme la région Rhône-Alpes ont choisi d'expérimenter le DRE(4) sur une autre tranche d'âge que celle prévue par le dispositif originel.

Ce me semble un acquis irréversible : l'idée a fait son chemin, des dynamiques se mettent en place, à partir de réalités diversifiées, avec des rythmes différents..., et de fait avec des disparités de moyens d'un territoire à l'autre. C'est là une question politique fondamentale.





Directeur-adjoint à la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et inspecteur Jeunesse & Sport, je voudrais poser une question sur la relation éducation formelle, non formelle et informelle.

Dans la dimension informelle, vous avez parlé de l'éducation entre pairs. J'ai une petite inquiétude : effectivement, quand on a des adolescents, on s'en rend bien compte, il se passe beaucoup de choses entre eux et si c'est la guerre des boutons, ce n'est pas inintéressant parce qu'ils se construisent à travers ces rivalités, ces difficultés, ces échanges.

Aujourd'hui, je crains que l'éducation entre pairs soit captée par le monde marchand, par le monde mé-

diatique et que si c'est pour arriver à ce que ce soit Adidas, ou Nike, ou Google (encore ce n'est pas le pire) qui décident de ce qui doit construire nos enfants, je ne suis pas sûr qu'on soit très gagnant.

Il y a un risque réel autour de cette question là. Les adolescents ne fonctionnent pas entre pairs uniquement, ils sont noyés dans un monde médiatique avec une dimension et des priorités marchandes, qui n'ont pas du tout le but de les éduquer mais simplement de les considérer comme des consommateurs.



Bernard Bier :

Le constat peut être partagé par tous, mais doit être nuancé de mon point de vue : on peut se focaliser sur ce qui risque de dérapier, ce qui risque de dysfonctionner dans les pratiques entre pairs, on peut aussi regarder - l'un n'empêche pas l'autre - ce qui peut être inventif, ce qui peut être créatif, voire perturbant nos habitudes.

Il faut se garder de toute diabolisation, comme de tout angélisme d'ailleurs !

Et il n'est pas sûr qu'il n'y ait pas aujourd'hui une intolérance croissante (malgré par ailleurs un jeunisme dominant dans le discours médiatique et les représentations communes) aux pratiques et sociabilités juvéniles : au-delà du succès cinématographique, je ne suis pas sûr qu'aujourd'hui les protagonistes d'une contemporaine « guerre des boutons » ne se retrouveraient pas assez vite suivis par un certain nombre de policiers, magistrats, travailleurs sociaux et éducateurs, au nom d'une vision sécuritaire de la jeunesse.

Je vous renverrai à ce sujet à l'excellent essai de Bertrand Rothé, *Lebrac, trois mois de prison* (2009, Le Seuil) (voir à ce propos : www.ldh-toulon.net/spip.php?article3420)

Quant aux pratiques de transgression des jeunes pré-adolescents et adolescents, elles participent aussi à la construction de leur autonomie. Il y a des zones de transgressions tolérables, d'autres non.

Notre rôle, c'est donc à la fois d'assurer la protection des mineurs, de rappeler la loi et la règle, sans ambiguïté, tout en portant un regard bienveillant sur les jeunes, regard qui est tout autant nécessaire à leur construction, à la confiance qu'ils peuvent avoir en eux et en l'avenir, sans démagogie (à l'opposé donc du jeunisme et de toute complaisance). Ce ne me semble pas le cas aujourd'hui où se conjuguent culte de la « jeunesse éternelle » et méfiance à l'égard des jeunes.



Quelle image renvoyons-nous ainsi aux jeunes ? Comment peuvent-ils se projeter aussi dans un devenir-adulte quand certains adultes peinent à le devenir et à l'assumer ?

Et il nous faut aussi rappeler que les jeunes d'aujourd'hui sont nos enfants. Ce n'est pas eux qui ont inventé le monde marchand, c'est nous. Peut-on leur reprocher de consommer quand nous consommons, quand notre société donne comme valeur fondamentale la possession de biens matériels, le monde de « l'avoir », et quand parfois, nous ne leur offrons que cela ?

Nos discours, mais plus encore nos actes, nos pratiques, participent de leur éducation : peut-on leur reprocher d'être des téléspectateurs assidus (encore qu'ils se tournent majoritairement vers d'autres écrans), de faibles lecteurs, si nous-mêmes lisons peu, sommes prisonniers du petit écran... ?

L'interrogation doit aller plus loin : pourquoi certaines fédérations d'éducation populaire ont-elles de moins en moins de prise sur la jeunesse et pourquoi certaines marques ont-elles un tel succès auprès des jeunes ? Quelle image la publicité donne-t-elle de la jeunesse ? Une image effectivement positive - même si on peut se questionner sur le contenu de cette positivité. Pourquoi certaines émissions, qui peuvent nous poser problème en tant qu'adultes, éducateurs citoyens (émissions de débats avec les jeunes autour de la sexualité, par exemple...) ont-elles ou avaient-elles un tel succès ? Qu'avons-nous proposé comme alternatives crédibles ? Pourquoi des « jeunes de la diversité », comme certains les appellent, peuvent-ils se retrouver dans les marques qui, depuis une vingtaine d'années, s'adressent sans partage

aux jeunes : être « black blanc beur », c'est positif, c'est bien - et si en plus on consomme, c'est encore mieux ! Ceci alors que par ailleurs ces jeunes sont victimes de discrimination, sont souvent renvoyés à leur « étrangéité ».

Mais le monde marchand est dans la séduction et le discours éducatif n'est pas, ne peut pas, ne doit pas, être un discours de la séduction - à moins d'être un discours manipulateur, d'essence « totalitaire », et d'abandonner sa mission d'émancipation, de formation de l'esprit critique, d'ouverture. On retrouve là la question des valeurs et des choix politiques qui est au cœur de tout projet éducatif, et qu'il faut clarifier en amont.

C'est donc bien en partant des représentations, des pratiques et des sociabilités juvéniles, mais à condition de ne pas en rester là, qu'on pourra avancer. Toute interrogation sur la jeunesse renvoie de fait les adultes que nous sommes, à leurs responsabilités.

Je parlais dans mon exposé du rapport au temps, des jeunes qui dans nos sociétés sont de plus en plus, pour reprendre l'expression de l'historien François Hartog, « dans le présentisme ». J'évoquais les technologies qui favorisent l'immédiateté : les enseignants à l'école, les formateurs d'animateurs BAFA doivent lutter pour faire fermer les portables. Mais une majorité d'adultes n'est-elle pas aussi « addictive » au portable ? Nous voulons être en lien avec le monde, les « amis » (la dévalorisation de ce terme ? !), 24h/24, tout de suite. Quel homme, quelle humanité fabrique-t-on ainsi, qui ne sait plus se confronter au silence, à la solitude, à la frustration ? Il s'agit là d'une question anthropologique, politique, éthique, essentielle.



Et l'éducation suppose précisément la durée, l'effort, la « médiat » contre l'immédiat, le désir, la frustration et la jouissance différée. Regardons alors ce que nous adultes, parents, professionnels, politiques, donnons à voir aux jeunes, et les modèles que nous leur présentons dans nos actions, au-delà de nos discours..

Il y a là aussi des choix politiques : comment va-t-on travailler avec les médias ? Je pense à l'initiative intéressante de Cap Canal à Lyon (avec Philippe Meirieu), à des expériences locales associatives de radio et de télévision qui essaient de mettre en oeuvre une autre radio, une autre télévision, avec des jeunes - et des moins jeunes, et qui leur apprenant à « faire » eux-mêmes, acquièrent ainsi des compétences qui leur permettent

d'avoir un regard critique sur ce qu'on leur propose, de devenir ensuite moins consommateurs que « consomm'acteurs ».

Tant que les médias grand public seront ce qu'ils sont, ne nous étonnons pas !

Un des enjeux éducatifs est notre capacité à créer du désir. Le désir ne concerne pas que les « marques », il peut viser aussi les mathématiques ou le théâtre, la physique comme les langues, les pratiques citoyennes...

Ce qui renvoie alors entre autre à la professionnalité et à la formation des professionnels (et des bénévoles) du champ éducatif. Les enseignants, les animateurs... peuvent-ils encore travailler comme autrefois ? Mais nous sommes là sur un sujet très polémique puisqu'on sait que les formations dans ce champ sont à l'heure actuelle plutôt mises à mal ...



Ce n'est pas une question que je voudrais poser mais une remarque que je voudrais faire par rapport à ma pratique de coordinatrice d'action sociale sur un territoire en zone urbaine sensible et politique de la ville.

Il y a vraiment une volonté de l'ensemble des partenaires de travailler ensemble mais la difficulté, c'est que nous n'arrivons plus à trouver un espace-temps qui serait commun au plus grand nombre pour se rencontrer.

Dans chaque institution, les choses se resserrent. Depuis un an ou deux, je ne vois plus du tout les enseignants, ce qui est fort dommage et ce qu'ils regrettent également.

Comment faire aussi pour se retrouver autour d'une table avec les parents, compte-tenu des rythmes de travail très différents dans les familles ?

Et pourtant, ces espaces - temps sont nécessaires à la communication. Alors je lance un appel aux institutions : laissez du temps au temps pour permettre aux professionnels de se rencontrer.



Bernard Bier :

La question est à poser aux institutions elles-mêmes. Il me semble néanmoins qu'un projet éducatif concerté de territoire, où les acteurs sont associés en amont et où chacun peut se retrouver et trouver son intérêt (le gagnant-gagnant), ainsi qu'un travail sur la durée, dans lequel peuvent se construire la confiance,

dans la connaissance et la reconnaissance réciproques, peut être un levier.

Mais il n'y a pas de remède miracle ! Cela dépend aussi des volontés individuelles, même s'il faut faire en sorte d'éviter que cela ne dépende que des seuls individus, ce qui rend les partenariats fragiles.





Je me pose des questions que j'ai envie de partager avec vous.

Je me dis que l'espace des parents et l'espace de l'adulte lambda dans l'éducation ne sont pas tellement pris en compte.

A l'heure actuelle, les familles des zones d'éducation prioritaires sont elles-mêmes en difficulté, parce qu'issues de l'échec scolaire. La scolarité vise l'intégration économique, mais les jeunes qui sortent avec des diplômes n'arrivent pas à trouver du travail. Ceux qui sont sans diplôme ne trouveront donc jamais de travail. Comme vous l'avez dit au début, c'est un schéma de reproduction : quand un parent est en échec, parce qu'il se retrouve au chômage et du coup en difficulté, il se retrouve au même niveau que ses propres enfants. Il cherche du travail, il est dans l'attente, il n'en trouve pas. Il n'a plus les moyens économiques de répondre à ses enfants, de répondre à leur inscription dans tout ce qui est d'usage, en plus marchand, de l'accès au portable, à Nike, à Internet... ;

Même ce partage entre adultes, qui relevait avant de l'éducation informelle collective n'est plus possible : on ne supporte plus que le parent d'à-côté fasse une remarque à propos de nos enfants.

Bernard Bier :

C'est une question qui nous est posée à tous.

Je trouve aussi que l'individualisme est omniprésent. Je ne suis pas sociologue. Je ne sais pas comment il s'organise et comment il se crée mais tous ces effets de compétition, d'individualisation, d'individualisme se reproduisent aussi entre adultes.

On ne partage plus ce qui pouvait se partager avant. On ne s'autorise plus la moindre remarque. Alors, faut-il revenir vers des choses comme ça ou pas ? Avons-nous ou pas, nous professionnels de l'éducation, du travail social, de structures d'accueil, à nous questionner sur la nécessité de revenir au partage de cette espèce de fonds social commun ?

Vous disiez que l'école était là pour former des citoyens. Forme-t-elle encore des citoyens ou bien ne forme-t-elle plus que de futurs travailleurs ? A t'on abandonné la partie citoyenne ?

Chacun sait qu'un certain pourcentage de ceux qui rentrent à l'école aujourd'hui ne sortira pas avec un métier mais on sait aussi qu'un nombre beaucoup plus important de ceux qui sortiront, deviendront parents. A quel moment se soucie-t-on de la transmission de l'éducation, de la transmission du savoir par rapport au fait de devenir parent ?



13 stands

Mallette pédagogique :

« Documentation des familles »

Présentée par l'Acepp 38/73 (Association des collectifs enfants parents professionnels de l'Isère et de la Savoie)

04.76.35.02.32 - www.acepp38.fr

Ensemble d'outils (plateau jeu, CD, poster etc...) pour aborder les questions de la diversité (modèles familiaux, âges, cultures, handicap, etc.) à partir d'une démarche pédagogique permettant aussi de réfléchir à la place de chacun et aux représentations réciproques.



L'Espace

Spectacle pédagogique

« Le sens sacré des valeurs »

Présenté par Mary Genty, artiste pédagogue
06.74.49.41.49 - www.marygenty.com

Création artistique et interactive qui mêle le vécu, la théorie et la poésie pour engager le débat sur des questions essentielles concernant la parentalité, les frontières de l'intime, l'estime et la confiance en soi



Jeu : Chemin de parents

Présenté par l'Ecole des Parents et des Educateurs de l'Isère (EPE)

04.76.23.63.92 - www.ecoledesparents.org

Outil original de médiation pour aider les parents à parler de leur conception de l'éducation, de la vie de famille, des relations familiales, pour partager leurs expériences et représentations.



Jeu : Félix, Zoé, Boris et les vôtres

Présenté par le Centre social de Claix
04.76.98.35.42

Outil ludique et éducatif pour susciter la réflexion sur les démarches éducatives et les comportements des parents en les aidant à enrichir leurs propres connaissances et à mieux exploiter leurs compétences parentales.



Parentalité

Jeu : Famille en jeu

Présenté par le Centre Ressources Enfance Famille Ecole de Savoie (CREFE 73), le Ludobus et le Bébébus du territoire Chartreuse/Guiers 04.79.72.31.73

Jeu de plateau coopératif opposant une équipe de parents et une équipe de professionnels pour provoquer un débat sur différents sujets : l'articulation des temps vie familiale/vie professionnelle, les droits et modalités de garde, l'éducation des petits et des plus grands.



Le théâtre-forum

Présenté par une professionnelle du Conseil Général de l'Isère 04.76.00.61.22

Outil interactif d'expression qui favorise la prise de parole d'un groupe, qui permet la mise en scène de la réalité quotidienne en soulignant le dysfonctionnement de certaines pratiques ou dispositifs afin d'initier une réflexion, d'amener un changement, une amélioration.



Association A Petits Pas Materner/Ma terre naît

Présentée par les mamans de l'association 04.74.57.88.24 - apetitspas.materner.free.fr



Née de la rencontre de 4 mamans participant au massage bébé organisé par le Centre social et la PMI du pays roussillonnais, l'association a pour but de rassembler des parents désireux de partager

leur vécu, mais aussi des pratiques, des lectures, des conseils etc.

Elle propose par exemple, d'initier au massage de bien-être de l'enfant, de bavarder et de souffler un peu autour d'une tasse de thé, ou encore de découvrir la pédagogie Montessori et bien d'autres choses encore.

Programme Entr'aide Vercors : parents et parents professionnels

Présenté par Sylvain Roy, psychologue clinicien 04.76.94.92.87

Groupe d'échanges et de soutien entre parents et parents-professionnels formés à « l'Entr'aide par les pairs » et à la problématique du stress engendré par les petites agressions au quotidien.



Association Horizon Parrainage

Présenté par les bénévoles de l'association
04.76.49.04.84

Une association qui promeut le parrainage de proximité entre des parents qui se sentent isolés et veulent aider leur enfant à s'épanouir, et des adultes bénévoles disposés à offrir de la disponibilité, une relation affective et un accompagnement le temps d'un week-end ou de quelques jours de vacances.



Le REAAP 38

Présenté par les partenaires institutionnels :
Direction Départementale de la Cohésion Sociale, Caf de Grenoble et de Vienne, Conseil Général de l'Isère
04.57.38.65.84

Stand pour présenter le Réaap, donner à voir la place et l'implication des institutionnels au sein de ce réseau, accueillir les questions des porteurs de projet et favoriser les échanges.



De la ludothèque à l'éveil motricité

Présenté par le Centre social de Pont de Claix
04.76.29.86.66

A partir du jeu et de la mise en place de parcours ludiques, stimulation de la créativité, du développement moteur de l'enfant et de la complicité parent/enfant.



Le Réseau Info famille de l'Isère

Présenté par les professionnel(le)s des différents lieux « Info famille » du département
04.76.85.13.24

Stand réunissant les différents centres de ressources d'information des familles en Isère, permettant de les présenter et de les localiser géographiquement, de rencontrer leurs référents, de mieux connaître leurs outils et leurs pratiques.



Stand Ressources documentaires en accès libre

Différents guides, dépliants, plaquettes, etc. susceptibles d'intéresser tout à la fois les parents et les professionnels.



Le speed-dating

Le speed- dating ?

Tout droit venu des Etats-Unis, le **speed dating**, terme qui se traduit par « rencontres rapides » ou « rencontres express », a d'abord été une méthode utilisée pour favoriser les rencontres entre célibataires.



Cette pratique, phénomène de société, est devenue si courante qu'elle s'est étendue à d'autres domaines. Ainsi, est-ce une nouvelle manière de faire se rencontrer les gens, par exemple pour se créer un réseau dans un cadre professionnel ou pour faciliter la mise en relation lors d'une recherche de logement

Alors, pourquoi ne pas se servir de cet outil lors d'une journée départementale afin de faciliter les échanges entre les participants et permettre à chacun de faire connaissance avec de nouvelles personnes ? Expérience inédite et un peu risquée qui a remporté un franc succès.



Idée intéressante pour un vrai brassage de points de vue. Mais impression de superficialité et donc un peu de frustration.

Très agréable de parler de choses courantes avec d'autres personnes. Pas assez de temps.

Très dynamique, exercice sympathique et riche malgré une rapidité inhérente



Très surprenant au début. Très enrichissant au milieu. Très satisfaisant à la fin.



Le principe de base : 4 personnes qui ne se connaissent pas se retrouvent autour d'une table pour échanger leurs points de vue sur un sujet donné. Au bout de 10 minutes, il leur est proposé de changer de table et d'engager un nouveau débat sur la même thématique avec de nouveaux interlocuteurs. L'opération peut se répéter une fois de plus en fonction du temps réservé à « l'exercice », en affinant à chaque fois la problématique.

Le thème proposé : Les écrans (TV, ordinateur, téléphone portable) font partie de notre vie, avec leurs avantages et leurs risques...

Le mode d'emploi :

- Chaque participant reçoit un numéro qui correspond à une table à laquelle il va s'asseoir,
- Chaque table réunit 4 personnes qui ne se connaissent pas (sauf si le hasard en a décidé autrement),
- Le cadre est précisé par les animateurs : ne pas monopoliser la parole, s'écouter, permettre à chacun de s'exprimer, ne pas trop s'écarter du sujet...
- Une fois le sujet donné, la discussion s'engage,
- Un 1er son de clochette prévient l'assemblée qu'il ne reste que 3 minutes avant de changer de table. Au 2e son de clochette, le changement de groupe s'effectue.





Présentation d'extraits de l'enquête : « Etre parent au quotidien » menée en 2011 par l'Observatoire de la Vie familiale de l'Isère



L'OVF a pour objectif de mieux connaître le vécu, les éventuelles difficultés et les attentes des familles iséroises, afin de porter cette parole à la connaissance des institutions.

◆ **une phase quantitative** : 4000 questionnaires ont été envoyés à des familles allocataires sélectionnées au hasard selon des critères de situation familiale et lieu d'habitation ; 852 questionnaires ont été exploités.

◆ **une phase qualitative** : 34 personnes se sont exprimées lors d'un entretien sur les représentations du rôle de parent, la vie quotidienne, les relations au sein de la famille et avec les autres adultes présents auprès des enfants ...

Quels sont les principaux moments d'échange entre parents et enfants ?

- les repas en famille pour 48% des couples ayant répondu et 59% de familles monoparentales
- un temps réservé à l'enfant pour 28% de couples et 19% de familles monoparentales

Quels sont les principales activités partagées entre parents et enfants ?

- les vacances pour 65% des couples et 59% des familles monoparentales
- les sorties, balades pour 55% des couples et 56% des familles monoparentales

Quels sont les principaux sujets de conversation abordés entre parents et enfants ?

- la vie à l'école pour 67% de couples et 83% de familles monoparentales

Quels sont les principaux sujets de conflit ?

- le comportement et l'attitude pour 76% de couples et 44% de familles monoparentales

Avec qui les parents échangent-ils à propos des enfants ?

- Les parents s'adressent à des interlocuteurs différents en fonction de leurs besoins, c'est-à-dire l'entourage proche quand il s'agit de conseils et les professionnels quand la difficulté est plus cruciale.

Les premiers interlocuteurs des parents se situent dans leur entourage proche, comme le souligne Sabine : *« surtout avec les amis, ils ont une place très importante, on a la chance de piocher dans leurs expériences, même si au final on gère au quotidien comme on le sent, on s'inspire des conseils qu'ils peuvent nous donner... si on avait été les premiers à avoir un enfant, il y a beaucoup de choses qui auraient été un obstacle, mais entendre « nous aussi, ça nous est arrivé, c'est normal qu'il pleure, c'est normal que vous soyez fatigués », ce sont des choses qui rendent sereins ».*



Les parents échangent aussi avec les professionnels ou le souhaitent, comme l'a confié Charlotte : *« je ne sais pas s'il y a des solutions, mais des lieux où on puisse échanger, où il y a des professionnels aussi, c'est ce que j'aime au café parents, il y a des éducateurs du quartier, ils ont des pistes ou des choses à dire sur les ados, ils voient des enfants dont les parents ont fait telle ou telle chose et que ça donnait tel résultat, ça nous donne des pistes ».*

Quelles sont les personnes qui peuvent aider les parents ?

Pour un besoin de soutien, les parents expriment le besoin d'échanger, comme Adèle : *« en tant que parent, on a besoin d'échanger et rompre l'isolement, ça fait du bien d'être ensemble et pouvoir discuter, ça nourrit vachement ».*

Mais ils évoquent aussi des freins à l'échange, du fait du manque de temps, d'organisation, d'intérêt, d'information, la survenue du bon ou mauvais moment, le jugement, la peur, l'incapacité, « faire bien ou mal », être étiqueté « familles en difficulté ».

Annie : *« les freins, c'est se considérer comme incapable et ne pas croire en soi, la carence c'est qu'on a dit aux parents : « vous ne savez pas faire, vous êtes incompetents, vous êtes au chômage, vous êtes des gens qui ne valez rien, vous devez aimer vos enfants, vous devez être une bonne mère », moi je ne sais pas faire, c'est pour ça que je me suis beaucoup tournée vers les autres ».*

Parmi les parents ayant témoigné, plusieurs étaient concernés à titre professionnel par les questions d'éducation. Au cours des entretiens, ces professionnels ont questionné leur posture et ont fait des propositions, comme Estelle : *« pour les ateliers parents-enfants, j'ai pu en mettre en place avec d'autres collègues, il y a quand même ce processus insupportable du travailleur social qui sait et du parent en face qui ne sait pas, on nous dit qu'il faut mettre de la distance avec le public, mais il y a tellement de distance que les gens ont presque l'impression d'être dans un lieu où ils sont observés et on est à des années-lumière d'un truc qui dit « moi aussi je suis parent... et je peux vous assurer que les problèmes de sommeil de votre enfant, je peux vous dire que pour moi ça ne s'est pas mieux passé » et là ça fait écho, on essaie de trouver des réponses ensemble ; quand les socioculturels auront une autre approche là-dessus, je pense que les gens se sentiront plus en confiance et plus tranquilles pour venir discuter ».*

En synthèse, les parents sont les mieux placés pour élever leurs enfants. En cas de besoin, ils trouvent un appui dans leur entourage proche et chez les professionnels, mais ils ne trouvent pas nécessairement la réponse souhaitée, d'où l'importance des réseaux (en termes de proximité géographique et de diversité des points d'entrée) et des outils, comme les actions « Réaap ». Les parents ont des attentes : initier une action en présence de professionnels dans une démarche d'écoute et de co-construction.



Retrouvez les résultats complets de l'enquête : www.udaf38.fr



Le théâtre-forum



petits pas pour l'Homme

La Compagnie « petits pas pour l'Homme » : 3pH, acteur de l'économie sociale et solidaire, est une société coopérative qui souhaite utiliser le Théâtre Forum comme levier afin de faciliter le changement dans les organisations et les groupes sociaux. **Le théâtre forum** : un outil interactif, original et ludique, une démarche créative, une animation théâtrale basée sur la participation du public

Coordonnées
 petits pas pour l'Homme
 6, grande rue des feuillants
 69001 Lyon
 04.78.08.86.35
www.3ph.fr

Contact
 Philippe Armand
 06.12.14.25.59
parmand@3ph.fr

Objectifs multiples :

- favoriser l'expression de toutes les personnes concernées, directement ou indirectement, par la problématique abordée.
- encourager l'écoute de l'autre et le respect de ses points de vue.
- s'approprier progressivement l'outil comme un levier de résolution de problèmes, d'évolution et de changement.
- partager les expériences et les compétences.
- expérimenter d'autres possibilités, d'autres alternatives.
- confronter et faire évoluer les représentations concernant les thématiques abordées.
- analyser les comportements actuels et leurs conséquences.
- identifier des freins aux changements.
- vivre un moment ludique et constructif.



La méthode :

1e phase : atelier de réflexion et de production

Un groupe volontaire réunissant des parents et des professionnels s'est retrouvé lors d'un temps de travail convivial, animé par Philippe Armand, pour échanger sur des situations vécues et déterminer les thématiques qui ont servi de base à l'écriture des saynètes.

2e phase : le forum public

Ces saynètes sont jouées par les comédiens. Elles présentent des situations qui posent problème et qui illustrent un **CFP** : « **Comment Faire Pour...** ». Le but de ces saynètes est de poser une question qui interpelle les participants.

Face à la situation présentée, chacun peut remplacer un des protagonistes pour faire évoluer la scène et être **acteur du changement**. Différentes alternatives à cette situation sont expérimentées, et les conséquences sont analysées collectivement.

Ce débat théâtral permet à chacun des acteurs de changer la vision de la situation, de déterminer les étapes importantes à la réussite d'une action, d'évaluer les risques, de comprendre les mécanismes comportementaux.



3 situations mises en jeu

❖ Saynète 1 : « le portable »

Comment Faire Pour (CFP) minimiser la pression de l'argent dans les relations éducatives et familiales ?

Une famille : le père, la mère, la fille Marion 13 ans, le fils Denis 11 ans

Le contexte : Denis est porteur d'un lourd handicap qui nécessite une prise en charge par un établissement adapté, situé loin du domicile familial. Il a donc été décidé de prendre un 2e appartement dans la ville en question, que le père occupera avec Denis durant la semaine. Jusqu'à présent, la famille est toujours restée soudée face aux difficultés qui se présentaient.

1^{er} temps : fin juin, bonne ambiance

L'année scolaire se termine bien : Marion passe en 3e et Denis va rentrer au collège. Marion en profite pour renouveler sa demande d'avoir, comme ses copines, le dernier portable à la mode. Ses parents sont d'accord pour le lui offrir à Noël.

2e temps : fin novembre, le temps se gâte !!!

Le père rentre à la maison après avoir laissé Denis à sa séance de rééducation. Sa femme lui apprend qu'ils ont un découvert bancaire important. Sur ce, Marion arrive et demande si le portable a déjà été acheté parce qu'elle en a vu un qui lui plairait davantage. Embarrassés, ses parents tentent de lui expliquer qu'il lui faudra peut-être attendre un peu pour le portable. La réaction de Marion ne se fait pas attendre ...

3e temps : au public de jouer

Les propositions affluent, des volontaires montent sur scène pour jouer d'autres alternatives. A chaque nouvel essai, les changements induits sont commentés.

- Quelqu'un prend le rôle de la mère qui n'acquiesce pas à la demande d'achat de sa fille, argumentant que les bons résultats scolaires ne doivent pas forcément être récompensés, avec pour conséquence que l'adolescente ne se sent pas entendue et se ferme.
- Jouer une mère qui prend le temps de mieux cerner la demande de sa fille et qui propose un arrangement : « chacun participe, nous nous mettons une certaine somme et toi tu complètes » aboutit à une réaction de colère de la part de l'adolescente : « quoi, que je participe à mon propre cadeau ! »

La réflexion finale amenée par le public : la question du portable cache une autre demande que ne peut pas exprimer l'adolescente (le besoin d'être entendue sur ce qu'elle ressent concernant le handicap de son frère, l'absence de son père la semaine, ses sentiments de frustration et de jalousie, ses relations amicales, etc.)

« *J'adore le principe du théâtre forum que je connaissais déjà. Je trouve qu'il permet d'essayer des façons de communiquer pour de vrai. C'est facile de dire de son siège : "je pense qu'on devrait faire ceci ou cela" mais sur scène, avec les personnages, on est dans du concret avec toutes les difficultés inhérentes à la communication réelle. Un véritable laboratoire qui nous permet de prendre du recul, de voir comment on a fait, les résultats, ce qu'on aurait pu faire de mieux et échanger là-dessus. C'est dynamique et prenant. Je devais partir à 15h mais je me suis fait prendre au jeu et je suis restée jusqu'à 16h !*

Erica Leclerc-Marceau
Association A Petits Pas
Materner



❖ Saynète 2 : « A table ! »

Comment Faire Pour que chacun trouve sa place dans une famille recomposée ?

Une famille : la mère, le compagnon de la mère, la fille Sophie

Le contexte : Sophie est une adolescente qui passe beaucoup de temps sur son ordinateur, ce qui génère à chaque fois des conflits avec sa mère. Celle-ci souhaiterait que son compagnon intervienne pour faire comprendre à Sophie qu'elle exagère et que des sanctions vont être prises.

1^{er} temps : un soir de semaine

La mère et son compagnon sont installés pour le dîner et a~endent Sophie qui est dans sa chambre, devant son ordinateur. Comme à chaque fois, la mère peine à la faire venir à table avec eux et commence à s'énervier.

2^{ème} temps : la semaine suivante,

La mère étant en déplacement, le beau-père se retrouve seul avec Sophie. Le problème se présente de la même façon, Sophie reste devant son ordinateur malgré les nombreuses sollicitations de son beau-père. Quand elle arrive finalement à table, son beau-père lui dit que la sanction va tomber. Sophie se fâche : « mais qui t'es toi, pour me dire ça ? T'es pas mon père ! » et elle sort de table.

3^{ème} temps : au public de jouer

1^{ère} proposition : après avoir a~endu un long moment que Sophie les rejoigne à table, la mère va la chercher dans sa chambre, la questionne sur ce qu'elle est en train de faire...

➔ conséquences : le temps est toujours très long avant que l'adolescente vienne à table et Sophie n'apprécie pas particulièrement ce qu'elle vit comme une intrusion de la part de sa mère

Autre proposition : le beau père s'installe à la table avec le plat qu'il a préparé, il informe Sophie que tout est prêt, qu'elle peut venir manger. Il dîne seul, apparemment sans que cela lui pose problème et prévient Sophie qu'il a fini, que le repas ayant refroidi, elle pourra le réchauffer au micro-ondes »

➔ conséquences : pas de disputes mais à son retour la mère n'est pas très satisfaite de la position adoptée par son compagnon

La réflexion finale amenée par

le public : Un beau père doit prendre le temps de s'installer dans une famille et de me~re progressivement en place son propre cadre !

« J'ai passé une très

bonne journée et j'ai découvert le principe du théâtre forum. J'ai eu envie d'aller sur scène par curiosité et pour jouer un rôle. J'ai eu celui de l'ado rebelle, j'ai accentué le jeu et ma camarade de scène fut déstabilisée. Je n'étais pas très bien avec cela car je ne voulais pas la mettre mal à l'aise mais juste pousser un peu fort la situation de jeu pour donner de la matière à la réflexion et l'échange. Si un jour je rejoue un rôle un peu violent, j'aimerais bien le dire avant à mon camarade de jeu pour ne pas mettre la personne mal à l'aise.

Je pense que c'est un outil riche et qui apporte des solutions.

Evelyne Souza

Relais Assistantes Maternelles
Vieux Temple Grenoble





❖ Saynète 3 : « la sieste improbable » (Forum réalisé à la volée !)

Comment Faire Pour aller vers plus de reconnaissance et de communication entre les différents acteurs éducatifs ?

Le contexte : un matin de semaine, une maman vient de déposer son fils Jérémy âgé de 8 mois à la crèche où travaillent 2 éducatrices de jeunes enfants : Martin et Mylène.

1^{er} temps : un matin à la crèche

La maman qui vient de confier Jérémy à Mylène revient sur ses pas et tombe sur l'éducatrice qui lui demande si elle a oublié quelque chose. Elle hésite puis lui explique : « Oui, je suis la maman de Jérémy et j'ai oublié de dire à votre collègue que mon fils est très fatigué aujourd'hui et qu'il a besoin de faire une longue sieste pour récupérer, sinon il va être super excité ce soir ». Martin dit qu'il fera suivre le message.

2^e temps : fin de journée à la crèche

La maman revient et elle va voir Mylène pour prendre des nouvelles de Jérémy et savoir combien de temps il a dormi. L'éducatrice lui répond : « comme d'habitude, de 13h30 à 15h ». La mère est très mécontente et l'exprime. L'éducatrice lui explique qu'en accueil collectif, les enfants dorment moins et que ce sont les horaires de la sieste.

La mère ne se satisfait pas de cette réponse : « je savais bien que je ne pouvais pas faire confiance à votre collègue qui ne vous a pas transmis ma demande. »

La réflexion finale amenée par le public : il faut tenir compte à la fois de la préoccupation de la mère qui a besoin d'être écoutée et rassurée, de la position des professionnels qui n'ont pas toujours la disponibilité nécessaire et qui ont en charge un groupe d'enfants. De plus, parce qu'il est un homme, la place de l'éducateur de jeunes enfants n'est pas toujours reconnue.

« Je n'ai eu connaissance du théâtre forum que lors de la préparation de la journée départementale du REAAP. Je me suis retrouvée sur scène suite à ma prise de parole, l'animateur m'a proposée de venir jouer ma proposition. Même si ce n'est pas vraiment par choix, le fait de se retrouver face au public oblige à sortir de sa carapace et de sa timidité. Au début, c'est impressionnant mais une fois prise par le jeu, j'ai trouvé l'expérience très intéressante, ce qui est aussi dû à la qualité d'interprétation des comédiens. Cet outil est à utiliser sans modération mais avec un cadre qui évite de s'appesantir sur un sujet. Il permet de confronter plusieurs modalités de communication qui varient selon les cultures, les origines sociales ou géographiques. C'est comme un brainstorming grandeur nature sur des sujets qui nous touchent tous.

Magalie Mairesse
Direction Départementale de
la Cohésion Sociale



Synthèse

Bernard Bier



Il ne s'agit pas ici à proprement parler d'une synthèse, mais plutôt de quelques réflexions qui me sont venues en circulant dans les ateliers et lors d'échanges informels avec certains d'entre vous, et que je vous sou mets pour poursuivre le débat au-delà de cette rencontre. Je les organiserai autour de quatre entrées :

1) La tension entre l'individuel et le collectif

L'individu est une construction sociale. On vous demande, et vous acquiescez à cette demande parce qu'elle vous semble pertinente, de travailler dans un suivi, un accompagnement de parcours individuels, démarche qui reconnaît l'individu dans sa singularité, dans son « étrangeté légitime » (René Char) et comme une valeur : on parle de l'individu-sujet, de l'individu citoyen, c'est même le socle de notre société contemporaine. Cet individu peut être aussi plus discutabile quand il devient celui du système marchand, réduit à sa dimension de producteur ou de consommateur, et au monde de l'insignifiance.

On a beaucoup parlé, et curieusement l'histoire du portable [dans une séquence du théâtre-forum] nous y a ramené, du rôle du marché, le marché qui fait que des choses accessoires deviennent fondamentales : on ne peut plus vivre, on ne peut plus exister si on n'a pas ces objets-fétiches qui nous font être ; c'est vrai pour (presque) tous, encore plus pour les adolescents qui y trouvent une identité positive, une identité générationnelle. Quand cessera-t-on la course en avant vers le portable dernier cri, encore plus perfectionné, jamais assez perfectionné ? Et dont l'utilité et l'urgence d'usage sont toute relatives.

Peut-on encore d'ailleurs continuer à parler d'individualisme quand les comportements deviennent alors grégaires, tous semblables ? En ce sens, définir notre société comme individualiste est limité ; les sociabilités et les engagements y ont pris d'autres formes qu'autrefois. Pour les adolescents, le groupe est primordial. Un des enjeux de l'éducation est alors le passage du groupe au sujet. Comment faire pour que l'adolescent qui vit dans le groupal arrive à se poser comme sujet singulier, parfois en extériorité ou opposition à la « tyrannie de la majorité » ? Et qu'il puisse dans le même temps s'inscrire dans un collectif qui n'est pas le groupe (fusionnel), mais le groupe construit, oserais-je dire démocratique. L'éducation doit travailler à la fois sur ce processus de subjectivation et sur le processus d'entrée dans le collectif, chacun étant condition et s'enrichissant de l'autre.

Comment entre-t-on dans le collectif ? Le modèle républicain français s'est construit en opposant le « sociétaire » au « communautaire ». Peut-être faut-il aujourd'hui repenser cette approche binaire quand on travaille sur des territoires, quand on travaille sur des quartiers, quand on travaille avec des habitants dont on dit qu'ils ne participent pas, quand on travaille avec des familles dont on dit qu'elles ne viennent jamais - elles ne viennent jamais où ? dans ce qu'on leur propose, et qui ne fait pas sens (positif) pour eux, et peut leur paraître étranger, ou contraignant, voire humiliant.

Nous sommes condamnés - et c'est un bien - à sortir des oppositions binaires et à travailler dans la tension permanente entre le singulier et l'universel, particulièrement dans le champ



éducatif. Un collectif qui ignorerait les individus ne peut pas fonctionner et n'est d'ailleurs pas souhaitable ; et la seule approche individuelle ne permet pas de penser le « faire société », le « faire Cité ». Ce sont des sujets singuliers qui apprennent, qui grandissent, mais on n'apprend pas seul, on apprend un monde et des savoirs qui nous pré-existent.

Eduquer c'est rencontrer de l'autre, de l'inconnu, du déstabilisant, de l'altérité. L'éducation est aussi altération, devenir autre. C'est cela grandir.

2) Attentes, besoins et co-construction du bien commun

Un participant a évoqué cet après-midi l'opposition entre attentes et besoins, qui est effectivement importante. Cette question ne se pose pas simplement dans le rapport aux adolescents ; elle se pose aussi pour les professionnels que vous êtes dans le rapport aux parents, pour les institutions dans le rapport aux différents groupes de pression, pour les parents dans le rapport à leurs enfants...

Choisit-on de se situer du côté des attentes, c'est-à-dire d'une demande immédiate, explicite qui cache souvent d'ailleurs une autre demande implicite ? Ou du côté des besoins ? Et comment travaille-t-on les besoins ? Y a-t-il des experts, des gens « d'en haut », des institutions, des politiques qui savent, qui peuvent décider ce que sont nos besoins, ce qui est bon pour nous ? La question de l'intérêt général s'est longtemps posée de cette manière : la monarchie, l'Eglise, ensuite l'Etat républicain et son école ont défini l'intérêt général et ce qui était bien pour nous. A la Libération, lors de l'entrée dans les 30 glorieuses, a été mise en place, auprès du 1^{er} ministre, une institution, le Commissariat général du Plan, dont la mission

était de définir de manière prospective les besoins des français.

Aujourd'hui cette approche ne fonctionne plus, tant dans ses principes que dans la réalité d'une société de plus en plus complexe. L'intérêt général, le bien commun, ne peuvent plus être décrétés d'en haut. Les décisions politiques les plus importantes ne peuvent plus être prises dans la solitude des cabinets ministériels ou après consultation d'experts. Elles ne peuvent l'être qu'au terme d'une élaboration collective, d'une co-construction, du moins si elles veulent être pertinentes, et si elles veulent faire sens et être partagées. La décision ensuite bien sûr appartient à qui est légitime pour ce faire. La difficulté du rapport entre les institutions et les parents, entre les professionnels et les parents, avec les enfants ou les jeunes, vient en partie de là.

Mais à l'inverse, la seule écoute des demandes ou des attentes individuelles (parents, enfants...) ou des différents lobbies, écoute par ailleurs indispensable, appelle des réponses au coup par coup ou en fonction d'intérêts ciblés. La logique de l'attente, c'est la logique du marché, on veut satisfaire une clientèle. Un service public d'éducation (qui ne saurait se réduire à l'école) ne saurait être un marché. Et les dispositifs institutionnels participent *nolens volens* à la fabrication du collectif ou de l'individualisme. Quand l'école par exemple invite (ou convoque) des parents sur le seul mode individuel, ceux-ci ne peuvent qu'évoquer leur cas particulier. Quand, à rebours, on construit un cadre où une multiplicité d'acteurs (politiques, techniciens, familles, associations, acteurs économiques...) réfléchissent ensemble à ce que serait sur un territoire donné le « bien commun éducatif », on conduit tout un chacun à dépasser ses intérêts particuliers et à s'inscrire dans la complexité du collectif.



3) Quelques conditions de réussite d'une action collective participative

« la stratégie du coucou »

Dans le souci de travailler tous ensemble et en particulier avec les parents moins présents, plus fragiles, peut-être faut-il changer d'approche, et mettre en œuvre la « stratégie du coucou ». Que fait le coucou ? Il ne crée pas un nid nouveau, il va dans un nid qui existe déjà, et qu'il aménage. Ne vaudrait-il pas mieux, au lieu d'attendre que les gens viennent là où on voudrait qu'ils soient ou qu'ils entrent, aller où ils sont, dans leur forme de sociabilité, dans leur forme de communauté ? Communauté n'est pas terme suspect (n'en déplaise à certains qui l'assimilent au communautarisme !) : il y a des communautés d'origine ou de projets, d'affinités ou de proximité ; des parents se regroupent autour des questions de garde d'enfants, des habitants autour d'une problématique qui les concerne. Pourquoi ne pas travailler à partir de cela ? Il me semble qu'il y a là un levier.

le « consensus conflictuel »

On a beaucoup parlé de partenariat et des réseaux qui permettent de démultiplier... Mais travailler ensemble, surtout quand on est de statut différent, de culture différente (les cultures professionnelles par exemple)... ne va pas de soi. C'est souvent difficile mais cela peut aussi devenir une ressource, une richesse. Cela peut permettre de créer du lien, d'apprendre les uns des autres, de grandir ensemble. Un partenariat réussi n'impose pas mettre de côté nos singularités, nos différences, nos conflits, au contraire même ! Un consensus qui reposerait sur l'absence de mise au clair de nos différences d'approches, de clarification des points de heurts et de débats (légitimes) ne permet pas l'élaboration et la

mise en œuvre de projets construits sur des bases solides. Ce qu'il faut préférer est le dissensus constructif.

J'insiste sur ce point parce que cela n'est pas évident pour bien des acteurs, voire pour une culture majoritaire. Le lien social s'enrichit du conflit. Le conflit est constitutif d'une société démocratique. Dans la société (comme dans le rapport entre adolescents et professionnels et institutions, comme dans les rapports de couple...), c'est le refoulement ou l'occultation des désaccords, des sujets de divergence, leur non verbalisation, qui génèrent la violence et la rupture. Les tensions doivent pouvoir se dire, les divergences se confronter, il y va de la qualité de la relation, et de la reconnaissance de l'autre comme sujet légitime. Notre rôle de professionnels, d'institutionnels est donc aussi parfois de faciliter l'émergence et l'expression du conflit. J'ai bien conscience que de tels propos peuvent heurter certains.

entre processus et procédures

Un autre paradoxe traverse nos interventions : le professionnel, l'institutionnel sont pris dans des procédures (évaluation, injonction au projet, diagnostic-évaluation, territoires et temporalités spécifiques). Mais les enfants et les jeunes, les territoires mêmes évoluent dans des processus, et dans des territoires et temporalités propres.

Nous sommes contraints de travailler dans la tension entre processus et procédures : la procédure, quand elle est bien pensée, permet au processus de se faire dans les meilleures conditions. La difficulté est à la fois de permettre l'émergence de paroles de sujets, avec une part d'irréductible aux institutions, d'inattendu, qui peut déranger parfois, et de tenir une position institutionnelle qui construit et garantit un cadre ; le cadre peut aider à cette émergence ou l'étouffer complètement, c'est une difficulté que vous rencontrez en permanence.



« projet visée » contre « projet programme »

Le même paradoxe s’observe quand on parle de projet. Le mot projet, quand il naît au 16e siècle, appartient au vocabulaire de l’architecture et à la fin du 19e siècle, à celui des ingénieurs. Il revient, mais dans une toute autre acception dans les années 1950-60 en psychosociologie et psychopédagogie. En fait le même terme recouvre deux réalités différentes. Or le danger est aujourd’hui le recouvrement des deux approches, et le triomphe du langage de la technique appliqué à de l’humain, ou pour reprendre la distinction de Jacques Ardoino, la confusion entre le projet-programme et le projet-visée. Dans le premier cas, par exemple dans l’industrie automobile, on est dans une anticipation formelle qui établit *a priori* toutes les étapes, les temporalités mêmes, et vise à créer en quelque sorte un prototype qui sera à reproduire à l’identique. Dans l’autre cas, on est dans un processus avec des parcours erratiques, des singularités et diversités. La dynamique enclenchée compte autant que l’aboutissement. On travaille sur de l’humain, du vivant.

Or les politiques publiques tendent de plus en plus aujourd’hui à choisir le modèle industriel, techniciste contre le second modèle : on le voit dans la conception des projets, dans les dispositifs abusivement définis comme évaluatifs et qui ne sont le plus souvent que du bilan, du contrôle et de la mise aux normes. Là encore, le professionnel doit travailler dans la tension entre la réalité des publics auxquels il s’adresse et des contraintes institutionnelles, qui ne sont pas en soi négatives, mais dont on peut penser que la forme qu’elles prennent aujourd’hui, met tout un chacun en difficulté. On peut penser (ou souhaiter), qu’à l’épreuve de leur inefficacité et de leur non-pertinence,

elles seront à terme ré-envisagées ; à l’heure actuelle elles constituent notre contexte d’intervention. Cela interpelle nécessairement le professionnel : la professionnalité dans le champ de l’éducation, du travail social, du soin ne saurait se réduire à des techniques, elle appelle aussi une éthique.

4) Le travail des institutions avec les familles

La manière dont on travaille avec les familles, ou avec les enfants, est importante. Certes la famille est une institution, comme l’école, comme le champ du travail social. Mais dans le quotidien, on n’assiste pas à la rencontre entre deux institutions, mais d’une famille isolée face à une institution, quand elle n’est pas confrontée à plusieurs institutions, quand des individus doivent gérer la relation avec plusieurs professionnels.

D’où l’importance de ne pas rajouter, même à notre corps défendant, à leur fragilité, de ne pas les invalider, ce que font les discours sur « la démission des parents », voire sur leur nécessaire responsabilisation, qui « en creux » portent bien un jugement stigmatisant.

On sait à quel point certains parents sont angoissés, à quel point ils ont l’impression qu’ils sont responsables de tout ce qui arrive à leurs enfants. C’est aussi l’envers d’une approche individualisée - et individualisante.

C’est pourquoi, à certains moments, avoir une approche un peu plus complexe, une approche un peu plus systémique des situations, leur permettrait de mettre à distance ce qu’ils vivent et surtout de ne pas porter la responsabilité de tout, dans la culpabilité. De manière quelque peu provocatrice, j’aurais aussi envie de dire qu’il faut aussi parfois déresponsabiliser les parents.



Et les professionnels de l'accompagnement - lequel est devenu un des référentiels aujourd'hui de l'action sociale et éducative - doivent prendre en compte cette réalité.

A quoi accompagne-t-on les gens ? Les accompagne-t-on vers ce dont ils ont besoin ? ou pour les faire entrer dans des cadres qui leur sont (et nous sont) imposés ? Les travaux de l'école Paolo Alto nous ont montré que le *double bind* (la double contrainte) né d'injonctions contradictoires pouvait conduire à la folie. Il génère chez un certain nombre de jeunes, de familles, voire de professionnels, un fort malaise. Un des moyens de ne pas y sombrer, c'est d'en être conscient et de pouvoir l'analyser, le verbaliser.

Il faut pour travailler avec ces « acteurs faibles », pour les restaurer dans une dignité parfois perdue (et parfois du fait des effets de politiques qu'on appelle ensuite les professionnels à réparer), entendre leur parole ou permettre son expression, il faut les re-légitimer. Ceci peut aussi se faire en créant des situations dans lesquelles ils ne se retrouvent pas seuls, individus face à des institutions, mais se retrouvent collectivement afin de se réapproprier des savoirs qu'ils ignorent parfois qu'ils ont, dans un processus d'élaboration collective, de construction collective d'une voix, comme dans les groupes de paroles où les parents échangent leurs savoirs, co-construisent des savoirs. Cette dynamique nous fait sortir de la bipartition entre celui qui sait et celui qui est objet de savoir.

Ne faut-il pas les renvoyer au fait qu'ils ne sont pas que des parents, même si c'est votre axe d'entrée, qu'ils sont aussi des citoyens (plus que des habitants), des gens qui peuvent avoir des désirs, et qui ont nécessairement des compétences même peu reconnues - même s'ils ont provisoirement des difficultés à vivre et gérer

leur situation familiale présente - ; ils ont aussi une place dans la société, une place dans la Cité.

Il s'agit non pas de les « faire grandir » (ce qui serait aussi les infantiliser), mais de faire grandir leur image, à leurs yeux comme à ceux de leurs enfants, et aux yeux de tous ceux qui seraient tentés d'invalider ces « acteurs faibles ».

Une autre dimension, tant du travail partenarial que du travail avec les familles ou les enfants et les jeunes, c'est la nécessaire durée, le temps de construire la confiance, le temps de permettre à des processus de se mettre en place, le temps pour prendre en compte des histoires singulières et pour permettre le lent travail d'élaboration ou de (re)construction de soi.

On est là aux antipodes de certaines exigences « évaluatives » contemporaines, qui nient cette dimension au nom de l'efficacité et de la performance - l'efficacité et la pertinence devenant secondaires.

Construire de la confiance, c'est aussi se sécuriser mutuellement. On ne pourra pas introduire du changement par le haut, « par décret », si les gens ne s'y retrouvent pas, si les gens y voient plus la perspective d'une perte que d'un gain, s'ils ne sont pas par ailleurs rassurés et sécurisés. Mon discours mêle significativement dans un même mouvement familles, enfants et jeunes et professionnels et partenaires.

En guise de conclusion de cette synthèse qui n'en est pas une, trois remarques :

- en tant que professionnel, ce n'est pas parce que je me situe nécessairement dans des cadres politiques, administratifs, dans une hiérarchie... que je n'ai pas une certaine marge de manœuvre.



On l'a vu tout à l'heure, c'était la conclusion de l'un des animateurs du théâtre forum : il y a toujours du jeu, des possibilités de trouver d'autres solutions, de changer. Et on sera toujours plus intelligent à plusieurs que tout seul.

- depuis quelques années, émerge le terme de ville « éducatrice », projet et label autour desquels un certain nombre de villes dans le monde se fédèrent. On apprend « dans » la ville, on apprend aussi « de » la ville. Les acteurs de l'éducation, ce ne sont plus simplement les enseignants, les animateurs, les parents, ce sont aussi les architectes, les urbanistes. Et nous vient du Québec l'expression de « territoires apprenants » : sur un territoire, il y a des savoirs multiples, et en développant, en échangeant, en confrontant ces savoirs, en produisant de l'intelligence collective,

nous créons des dynamiques territoriales et du lien social. Les projets éducatifs de territoire gagneraient à se situer dans cette double affiliation.

- Dans ce que vous faites, il y a l'amorce, j'ose le mot, d'une révolution copernicienne, d'une rupture avec ce qui a longtemps été, et en éducation et dans le travail social, le modèle vertical descendant de ceux qui savaient, en direction de ceux qu'ils fallaient « civiliser », un modèle qui ne peut plus fonctionner.

Elle consiste à affirmer un autre rapport professionnels-familles, ou institutions-citoyens, ou adultes-enfants et jeunes, dans le principe comme au cœur de nos pratiques professionnelles, à considérer les familles et les jeunes, les citoyens comme sujets de paroles, acteurs à part entière de la Cité

Nous avons tous à apporter et tous à recevoir, tous à apprendre les uns des autres, quels que soient notre situation, nos niveaux de qualification..., ce que résume le beau slogan d'une fédération d'éducation populaire, Peuple et Culture : « tous formés et tous formateurs ».

On est bien là dans une utopie éducative et politique qui correspond aux enjeux de notre temps.



Quelques références bibliographiques récentes en lien avec la thématique de la journée

Ouvrages

- **Agir pour les parents, agir pour les jeunes,**
Bier B., Ensellem C., Cahier de l'action, INJEP, 2011
- **Politiques de jeunesse et politiques éducatives.** *Citoyenneté/éducation/altérité,*
Bier B., Col. « Débats Jeunesse », L'Harmattan, 2010
- **Mutations territoriales et éducation.** *De la forme scolaire vers la forme éducative ?,*
Bier B., Chambon A., de Queiroz J.-M., ESF, 2010,
- **Vers l'éducation partagée. Des CEL au PEL,**
Bier B, Cahiers de l'action, INJEP, 2006
- **Grandir avec ses enfants, Comment vivre l'aventure parentale**
Prieur N. Editions Syros, 2002
- **Grandir, Les étapes de la construction de l'enfant, le rôle des parents**
Halmos C. Essai (poche), 2010
- **Élever un enfant, c'est pas si compliqué !**
Mazin D, François. D, Ed. Albin Michel, 2010
- **Parents professionnels : la co-éducation en questions**
Rayna S, Rubio M-N. Cheu H. Ed. Erès, 2010
- **Construire une communauté éducative : un partenariat famille - école - association**
Pithon G. Ed. De Boeck, 2008
- **J'ai tout essayé**
Filliozat I. Ed. JC Lattès, 2011
- **Parents ou médias : qui éduque les préadolescents ?**
Enquête sur leurs pratiques TV, jeux vidéo, radio, Internet
Jehel S. Ed. Erès, 2011
- **Comment rater l'éducation de ses enfants ?**
Dumont V. (Auteur), Carlotta (Illustrations), Ed Fleuve Noir, 2011
- **La revue internationale de l'éducation familiale,**
N° 23 : Soutien à la parentalité : Les attentes des parents
Terrisse B., Larivée, S.J, Kalubi J.C. (sous la direction de), Ed. L'Harmattan, 2008
- **Aimer à perdre la raison. Aimer - Eduquer : est-ce compatible ?**
Beague P. (sous la direction de), Association Française Dolto - Collection Couleur Livres



Articles de Bernard Bier

- Bier B., « Le temps des loisirs et de la vie quotidienne : les conditions d'une démocratisation éducative », in Desponds D. (coord), *Pour en finir avec l'égalité des chances*, (à paraître nov. 2011), Editions Atlande.

- Bier B., « L'accompagnement des Jamo : clarifier les notions, penser l'action » in Lesaunier B. , *L'accompagnement des jeunes ayant moins d'opportunité*, Cahier de l'action n°23, INJEP, 2011.

- Bier B., « Territoire apprenant », les enjeux d'une définition », in *SpécificITÉS* n°3, Université Paris Ouest Nanterre, Matrice, février 2011.

- Bier B., « Le temps des loisirs : enjeu éducatif, enjeu démocratique », in *Projet* n° 320, février 2011.

www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=PRO_320_0039

- Bier B., « Des villes éducatrices ou l'utopie du « territoire apprenant » in : « Eduquer et prévenir : l'école au centre ? », *Informations sociales* n°161, septembre 2010.

www.cairn.info/revue-informations-sociales-2010-5-page-118.htm

- Bier B., « L'enfant, la cité, le pédagogue », in Laforêts V (coord.), *La Réussite éducative. Un dispositif questionné par l'expérience*, 2010, Cahiers de l'action, INJEP.

- Bier B., « Actualité et enjeux de l'éducation populaire » in Ben Ayed C., *L'école démocratique. Un renoncement politique ?*, 2010, Armand Colin.

- Bier B., « De la disqualification à la reconnaissance » in Tessier S. (dir.), *Familles et institutions : cultures, identités et imaginaires*, 2009, Erès.

www.cairn.info/familles-et-institutions-cultures-identites-et-ima--9782749210490-p-31.htm

- Bier B., « La 'politique de reconnaissance' comme catégorie d'analyse de l'action publique en direction des jeunes », in *Pensée plurielle*, n° 14, avril 2007.

www.cairn.info/revue-pensee-plurielle-2007-1-page-53.htm





www.reaap38.fr

Retrouvez ce numéro spécial de la lettre d'information sur le site Internet du RéaaP 38

Et n'oubliez pas que le site est un outil à votre disposition

Alors, n'hésitez pas à le consulter, le conseiller ...

A vous aussi de le rendre vivant, dynamique et utile à tous !

Pour cela, faites-nous connaître vos actions de soutien à la parentalité ainsi que votre actualité : conférences, formations, ateliers, temps festifs...

Contact : Eliane BARLET,
animatrice REAAP 38
reaap38@udaf38.fr
tél 04 76 85 13 26



Nous remercions tous les participants, organisateurs, animateurs et intervenants, qui ont contribué à la mise en place et au bon déroulement de la journée départementale 2011 du RéaaP38.

